



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 20 AVRIL 2016

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO

Conférence de presse du 16/04/2016 du Représentant spécial, M. Maman Sambo Sidikou :

La deuxième rencontre mensuelle du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Maman Sambo Sidikou avec les journalistes, s'est tenue le 16 avril 2016 au Grand Hôtel de Kinshasa. Pendant près d'une heure trente, le Représentant a échangé avec plus de 70 journalistes dans la salle Salonga du Grand Hôtel.

Plusieurs sujets ont été abordés lors de cette conférence, notamment la réunion du Conseil de sécurité sur la situation de la RDC et la MONUSCO, mais aussi, l'adoption de la Résolution 2277 le 31 mars 2016 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, portant renouvellement du mandat de la MONUSCO.

Il a rappelé que le Conseil de sécurité a souligné les efforts déployés par le Gouvernement congolais pour mettre fin au recrutement des enfants soldats au sein des FARDC, par la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre les violences sexuelles. Il a indiqué que le Conseil a aussi mis l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre fin aux menaces que représentent les groupes armés.

Le Représentant spécial a rappelé que le Conseil a exprimé ses vives préoccupations par rapport au manque de progrès observé sur le plan politique, qui peut porter préjudice à la stabilité du pays.

Il a également dit que plusieurs membres du Conseil ont exprimé leurs inquiétudes relatives au rétrécissement de l'espace politique et ont souligné la nécessité de suivre et de protéger les droits de l'Homme, notamment dans le contexte d'un processus électoral émaillé de soupçons et de méfiance.

Les membres du Conseil ont réitéré leurs appels aux acteurs politiques congolais, afin qu'ils mettent tout en œuvre pour la tenue des élections paisibles, crédibles et transparentes dans le respect de la Constitution.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Sur le nouveau mandat, le Représentant spécial a affirmé que la nouvelle résolution a plus ou moins repris l'essentiel des tâches assignées à la MONUSCO aux termes de la Résolution 2211, en se focalisant sur les tâches prioritaires portant sur la protection des civils, la neutralisation des groupes armés, la stabilisation et les bons offices.

Tous ces points ont fait l'objet de questions réponses entre le Représentant spécial et les journalistes. Il a conclu la conférence en lançant un appel à tous les Congolais, en invitant les Congolais à se « surpasser » et dialoguer. Je le cite « il faut que les gens dialoguent, il faut que les gens échangent, il faut qu'ils aplanissent leurs divergences, il faut que les gens se parlent pour arriver à une solution ».

Information publique/ Retraite

La MONUSCO entame demain et pour 48 heures à Goma des journées de réflexion, communément appelées « Retraite » sur la Vision du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations en RDC, M. Maman Sambo Sidikou et aussi ses priorités pour les mois à venir.

Il s'agit en réalité d'un forum de réflexion et d'échange au niveau du leadership de la Mission sur les enjeux de l'heure, et surtout au regard des objectifs assignés à la Mission dans le cadre du nouveau mandat, défini par la nouvelle Résolution 2277.

Nous reviendrons sur les conclusions de ces journées de réflexion dans notre prochaine conférence de presse.

Information publique/ QIPS :

La MONUSCO remet aux autorités les clés de la radio communautaire de Shamwana dans le territoire de Manono, dans la province du Katanga.

La remise officielle des clés du bâtiment abritant la radio communautaire de Shamwana est intervenue le 14 avril dernier. Le projet de construction de cette radio communautaire a été initié par la Section de l'Information Publique de la MONUSCO-Kalemie pour un coût estimé à 25.000 Dollars américains. Elle est dotée d'une salle de rédaction, d'un bureau et d'un studio équipé. Elle émet en modulation de fréquence sur la 94.8 FM pour une portée de 50 Km de part et d'autre, elle couvre les villages connus comme étant des anciens bastions des groupes armés Mayi-Mayi Bakata-Katanga dans une zone communément appelée « Le triangle de la mort ».

La MONUSCO qui apporte son appui à la stabilisation et à la restauration de l'autorité de l'Etat a voulu par ce projet financé par un Qips, donner la possibilité aux populations de s'exprimer sur des sujets intéressant leur environnement et par-delà, permet d'impliquer toutes les parties prenantes au meilleur fonctionnement de cette localité dépendante du territoire de Manono.

Pour l'Administrateur du territoire de Manono, « avec cette radio, la localité de Shamwana peut espérer son développement et arriver à tourner le dos aux groupes armés Mayi-Mayi Bakata-Katanga qui détruisent, pillent et brûlent les villages » a-t-il dit. Quant à la société civile qui a réceptionné l'ouvrage, elle s'est dite fière de ce partenariat entre la MONUSCO et la population de Shamwana. Selon elle, ce nouvel édifice participe à la

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

création d'un alternatif à l'affrontement entre communautés, grâce à la promotion du dialogue et de la tolérance à travers les ondes de la radio.

Pour sa part, le Chef de bureau de la MONUSCO a rappelé que ce projet est l'une des réalisations concrètes menées dans le cadre de l'ilot de stabilité de Mpiiana. Il a été exécuté pour soutenir tout particulièrement les actions contribuant à consolider le climat de paix dans des zones jadis en proie aux activismes des groupes armés.

Police MONUSCO :

La police de la MONUSCO apporte son assistance aux enquêteurs de la PNC, suite à l'explosion d'une grenade dans un véhicule.

Le 18 avril 2016, trois experts de la Police MONUSCO sont arrivés à Bukavu dans le cadre des investigations, suite à l'explosion d'un engin dans un véhicule survenue le 15 avril 2016. Ils ont pris part auprès du Commissaire Provincial Adjoint, du Directeur de l'Enquête initiée par la Police Nationale Congolaise (PNC), du Magistrat Militaire et de deux (02) experts de la police scientifique et technique de la PNC, à la reconstitution des faits sur les lieux du crime. Vers 19 heures, l'équipe mixte d'enquêteurs (PNC- Police de la MONUSCO) a rencontré le Gouverneur de la Province pendant près de 2 heures, pour lui faire le point sur les activités qu'elle a eu à mener durant la journée.

En marge des investigations, le Commissaire Provincial, premier responsable de la sécurité, suite aux recommandations des Policiers des Nations Unies de Bukavu, s'est entretenu avec la presse locale pour apaiser les populations qui vivent dans la psychose depuis cet événement malheureux qui a coûté la vie à 3 personnes, dont 2 femmes et un homme. Dans son intervention, le Général Kanakange Kapela Jonas, après avoir rassuré l'opinion publique, a annoncé l'ouverture d'une enquête conduite, par des experts de la PNC appuyés par ceux de la Police de la MONUSCO, dont les résultats seront portés à la connaissance des populations. Il ajoutera que la situation sécuritaire de la ville de Bukavu et des territoires environnants est sous contrôle.

La police de la MONUSCO apporte son expertise dans la lutte contre le crime organisé en RDC.

Du 12 au 14 avril 2016, le chef de l'unité d'appui à la lutte contre la criminalité organisée de la Police de la MONUSCO, a au nom de sa Composante, participé à un symposium intitulé « Poursuites des Crimes Economiques et Environnementaux dans le Cadre des Conflits Armés », au profit des magistrats de l'auditorat militaire, des magistrats ou avocats civils, des représentants des sociétés minières et en présence de deux délégations de Colombie et de Birmanie, venues présenter la situation particulière de leurs pays respectifs.

Il a fait un exposé sur les techniques spéciales d'investigations en matière d'enquêtes complexes relatives à la criminalité organisée, et une présentation sur le blanchiment de profits illicites, au cours de laquelle il a fait ressortir les trois étapes traditionnelles du blanchiment que sont le Placement, l'Empilage et l'Intégration.

En prenant appui sur la base légale congolaise (Loi sur le blanchiment de capitaux de 2004), il a été démontré la nécessité de traiter la criminalité organisée nationale et transnationale sur l'aspect financier, parallèlement aux méthodes classiques de répression utilisées en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO et la coopération japonaise lancent le recyclage de cent agents de la Police Nationale Congolaise en Police de la circulation routière.

Une séance de travail a eu le mercredi 13 avril 2016 dans le cadre de l'appui de la Composante Police de la MONUSCO à la mise en œuvre du « Projet de professionnalisation de la Police pour la Population et la Paix (P4P) », initié par la « Japanese International Cooperation Agency » (JICA), entre son Représentant résident, le Directeur Général des Ecoles et Formations et le Coordinateur Adjoint de la Formation de la Composante Police de la MONUSCO, sur l'élaboration des Protocoles d'accord de mise en œuvre de la session de recyclage de cent (100) agents de la Police Nationale Congolaise en Police de la circulation routière.

Les parties se sont entendues sur les modalités pratiques du démarrage de la session, programmé pour le lundi 18 avril 2016, à l'Ecole de police de Kasangulu.

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'Insécurité à BENI/OICHA, ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation.

Au total, 200 appels ont été reçus sur les numéros verts pour 59 interventions qui ont donné lieu à 16 interpellations, dont un présumé milicien pour diverses infractions de droit commun.

Au cours de la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 381 patrouilles de sécurisation, dont 125 conjointes avec la PNC, ont été effectuées. Par ailleurs, 13 Check points et 28 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

Section Conduite et Discipline :

Jusqu'à présent pour l'année 2016, et sur la base des informations disponibles à l'heure actuelle, la MONUSCO a reçu au total cinq rapports d'exploitations et/ou d'abus sexuels impliquant 17 présumées victimes identifiées.

Au cours de la première quinzaine du mois d'avril 2016, la mission a reçu d'autres allégations concernant des membres de nos troupes basées à Mavivi et à Lubero dans la province du Nord-Kivu. Les troupes concernées sont de la Tanzanie, de l'Afrique du Sud et du Malawi.

Selon les informations en notre possession, tous les cas sont en rapport avec des actions en recherche de paternité parce qu'un enfant serait déjà né, ou une grossesse en cours dont le supposé père a été ou est membre de l'un de ses contingents cités ci-dessus.

Et la majorité des cas concerne des contingents qui sont déjà rentrés et les incidents en relation avec les cas remontent à 2014 ou 2015. Malheureusement, 7 victimes parmi les supposés plaignantes sont des mineures.

Activités de l'Equipe-Pays

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Messages clés délivrés par le Dr Bakary Sambou, responsable de l'unité paludisme au bureau de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en RDC, à l'occasion de la Journée mondiale du paludisme 2016

- Placée cette année sous le thème « En finir pour de bon avec le paludisme », la Journée mondiale du paludisme 2016 (JMP 2016) s'inscrit dans la démarche visant à l'élimination du paludisme à l'horizon 2030. Ce thème incite à investir davantage de moyens dans la lutte contre le paludisme en faveur des personnes vulnérables.
- Pour plus de visibilité et d'impact, la JMP 2016 sera célébrée en RDC sous le sous-thème/Slogan « Zéro cas de malaria dans mon ménage » afin d'inviter chaque chef de ménage à s'engager résolument dans l'appropriation des stratégies de lutte. La Journée sera célébrée à Goma le 25 avril 2016.
- Actuellement, 3,2 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, sont exposées au risque de paludisme dans le monde. En 2015, on a enregistré environ 214 millions de cas et quelque 438 000 décès dus à cette maladie dans 97 pays. L'Afrique subsaharienne continue de supporter une part disproportionnée de la charge mondiale du paludisme. En 2015, la Région enregistrerait 89 % des cas et 91 % des décès dus à cette maladie.
- En RDC, le paludisme reste en tête des causes de consultation, d'hospitalisation et de décès. La RDC paie encore un lourd tribut dû au paludisme et, chaque heure, quelque part en RDC, au moins trois familles sont endeuillées à cause du paludisme.
- Cependant, la revue des performances du programme de lutte contre le paludisme qui a été réalisée au 3^e trimestre de l'année 2015 a montré des progrès importants. La morbidité proportionnelle chez l'enfant de moins de 5 ans est passée de 41 % en 2010 à 37 % en 2014 soit 10 % de réduction. La mortalité infantile a baissé passant de 92 pour mille en 2010 à 58 pour mille en 2014 soit 44 % de réduction dont 33 % liée à la prévention du paludisme
- Sur la base des résultats de la revue, le pays finalise actuellement un nouveau plan stratégique 2016-2020 aligné sur les documents de politique et de stratégies nationales et internationales. Le but est de contribuer à l'élimination du paludisme en RDC. Ce plan stratégique national (PSN) vise l'amélioration de l'état de santé de la population par la réduction du fardeau humain et socio-économique dû au paludisme.
- L'objectif général du PSN 2016-2020 est de réduire de 40 % par rapport à 2015 les taux de morbidité et de mortalité liés au paludisme.
- La lutte contre le paludisme en RDC bénéficie d'un riche partenariat aussi bien dans le financement que dans la mise en œuvre des interventions : OMS, Fonds mondial, USAID/PMI, DFID, Banque mondiale, UNICEF, KOICA, Coopération canadienne. Plusieurs agences d'exécution ont accompagné le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) dans la mise en œuvre de ses activités : CAGf, ASF/PSI, SANRU, PROSANI, ASF, SIAPS, JSI-Deliver Project, MEASURE Evaluation, C-Change, Malaria Care, INRB, IMA, Swiss TPH, OMS.

Cérémonie d'installation des comités de pilotage et de lancement des travaux d'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) 2016

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Ce mardi 19 avril 2016 a eu lieu à Kinshasa la cérémonie d'installation des comités de pilotage et de lancement des travaux d'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) 2016. Ce travail soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) constituera le cinquième rapport national que la République démocratique du Congo va élaborer.

Le thème du prochain rapport, « Défi de la décentralisation et croissance inclusive pour le développement durable » a été choisi lors d'un atelier en décembre 2015. Son contenu devra relever le poids central de l'être humain dans toutes les activités de développement du pays en s'attaquant aux questions d'inclusivité de la croissance, de durabilité du développement et de gouvernance administrative.

Les comités constitués d'experts indépendants chargés de la rédaction du rapport devront proposer des solutions novatrices aux défis de développement.

Formation en genre, VIH/sida et santé de la reproduction pour les journalistes de 12 radios communautaires du Nord-Kivu

Pour la deuxième année consécutive, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) organise à Goma un atelier de renforcement des capacités des journalistes sur le genre, VIH/sida et santé de la reproduction. Les participants sont des journalistes et animateurs de 12 radios communautaires du Nord-Kivu appuyées par le PNUD. Cette session se déroule du mardi 19 au jeudi 21 avril 2016. Elle permettra aux participants de renforcer leurs connaissances et compétences sur la production d'émissions sur les thématiques retenues. Ces acquis visent à faciliter la sensibilisation des communautés à la base sur ces questions incontournables de développement.

Remise officielle du bâtiment du quartier femme de la prison centrale de Mbandaka

Ce jeudi 21 avril 2016 sera remis officiellement au Ministère de la Justice et Droits Humains l'ouvrage de réhabilitation du quartier officiel de la prison centrale de Mbandaka. Le Programme Pluriannuel d'Appui à la Justice soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la MONUSCO a fait de ces travaux l'une de ses priorités. Il s'agissait d'améliorer les conditions de détention et la sécurité des femmes et de favoriser leur réinsertion socio-économique. Suite au délabrement du quartier des femmes, ces dernières étaient obligées de partager la même cour que les hommes avec tous les risques que cela peut entraîner.

Des lits, matelas, tables et autres ustensiles ont été remis à cette prison, ainsi que des machines à coudre pour l'organisation des activités de réinsertion socio-économique.

Le montant des travaux de réhabilitation des bâtiments ont été effectués pour un montant de 53 000 USD alors que le coût de mobiliers et équipements totalise 20 000 USD.

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa** et dans les autres provinces situées **dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, a été jugée paisible durant la semaine écoulée.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, des éléments armés, dont ceux de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), continuent de perturber par leur activisme, la situation sécuritaire ainsi que le mouvement des populations civiles sur les axes principaux, notamment Dungu-Duru, Bangadi-Doruma, Bangadi-Nambia et Doruma-Banda.

Vingt-six (26) individus ont été kidnappés au cours de dix (10) incidents majeurs perpétrés pendant la période sous examen, par les éléments des forces négatives actives dans ces provinces.

Vingt (20) ont été relâchés, mais les autres demeurent toujours en détention, y compris quatre (04) mineurs.

Un (01) civil a également été tué. Deux (02) autres ont été grièvement blessés.

En effet, pendant la période sous examen, dix (10) incidents majeurs liés à l'activisme des éléments appartenant aux différents groupes armés, ont été rapportés dans les provinces susmentionnées, notamment deux (02) sur l'axe Doruma-Banda, trois (03) sur l'axe Dungu-Duru, trois (03) sur l'axe Nambia-Bangadi et deux (02) autres sur l'axe Bangadi-Doruma.

L'objectif principal poursuivi par ces éléments armés était le pillage des denrées alimentaires et non-alimentaires, dans le cadre de leur approvisionnement logistique.

C'est le cas de l'incident rapporté le 10 avril 2016, au cours duquel sept (07) éléments supposés appartenir à la LRA ont tendu des embuscades entre 6 heures 30 du matin et 15 heures de l'après-midi, aux passagers de tous les véhicules ayant circulé sur la route Duru-Nasumba-Pkaika-Kumbolongo, située sur l'axe Dungu-Duru, dans le territoire de Dungu, province de Haut-Uélé.

D'autres incidents ont été rapportés les 11 et 13 avril 2016, au cours desquels des éléments armés non identifiés et ceux de la LRA ont respectivement attaqué les localités de Masumbo (125 kilomètres au Nord-ouest de Doruma) et Makusa (35 kilomètres au Nord de Bangadi), kidnappé six (06) individus et pillé des biens de valeur.

De plus, la MONUSCO a reçu des rapports faisant état de la circulation illicite d'armes à feu parmi les civils à Dungu-centre. Ce qui constitue une autre préoccupation majeure quant à la situation sécuritaire dans cette partie du pays.

Par ailleurs, la société civile de cette contrée, a exprimé ses préoccupations au sujet d'attaques menées par des éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi faction "Morgan", contre des populations civiles basées dans le territoire de Wamba, situé dans la province de Bas-Uélé.

Sitôt informée de tous ces incidents, la Force de la MONUSCO a intensifié ses patrouilles dans les régions concernées, particulièrement sur l'axe Dungu-Duru, dans le but de contrer les activités négatives des groupes armés, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des unités des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), ainsi que celles des gardes forestiers du parc national de la Garamba, ont également mené des opérations contre les insurgés dans les zones touchées.

Aussi, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité et de la restauration de l'autorité de l'état dans la province de Haut-Uélé, la MONUSCO a initié ses activités liées au soutien logistique aux unités de la Police Nationale Congolaise (PNC), déployées à Dungu.

En Ituri, la Force de la MONUSCO continue de soutenir les troupes de l'armée congolaise engagées dans les opérations contre les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), auteurs des exactions récurrentes contre les populations civiles implantées dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Du 11 au 17 avril 2016, des incidents liés aux pillages et enlèvements, perpétrés par des miliciens du FRPI, ont été rapportés dans les localités de Kinyamubaya, Opili-Muba, Rona, Kelege, Sukpa, Ngasu Odje, Balingina, Mafumbu, Ahungbo, Kawangu, Nyarara et Soke.

Du 13 au 14 avril 2016, des miliciens du FRPI ont attaqué et pillé les civils dans les localités de Balingina, Mafumbu et Ahungbo (16, 18 et 20 kilomètres au Sud de Komanda). Un (01) individu a été blessé et six (06) autres kidnappés.

Le 17 avril 2016, des éléments armés supposés appartenir au FRPI ont fait incursion dans les localités de Nyarara et Soke, situées respectivement à 7 et 47 kilomètres au Sud de Gety et de Bunia, pillé des biens de valeur et blessé deux (02) femmes.

Les troupes des FARDC déployées dans la zone, mènent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, des opérations d'envergure, dans le but de mettre un terme à l'activisme des éléments de ce groupe armé.

Le 13 avril 2016, un (01) élément supposé appartenir au FRPI a été appréhendé par des troupes d'intervention rapide des FARDC dans la localité de Kabona, située à 7 kilomètres au Sud-est d'Aveba.

Au chapitre des redditions dans la province, le 11 avril 2016, un (01) élément associé au FRPI, a fait reddition auprès des autorités locales de la localité de Bukiringi, située à 95 kilomètres au Sud de Bunia.

Au Nord-Kivu, le climat sécuritaire demeure volatile et imprévisible du fait d'exactions perpétrées par des éléments des groupes armés, notamment ceux de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) dans le territoire de Beni, et ceux d'autres groupes armés, en l'occurrence les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) dans les autres territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, les troupes des FARDC poursuivent leurs opérations contre les éléments réfractaires de l'ADF, en dépit de leur activisme.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 14 avril 2015, des troupes d'intervention rapide des FARDC ont appréhendé deux (02) éléments supposés appartenir à l'ADF sur l'axe Eringeti-Kainama (17 kilomètres au Nord-est d'Eringeti).

Le 18 avril 2016, les FARDC ont capturé un (01) élément de l'ADF dans la localité de Mayimoya. Il a été transféré pour sa prise en compte, à l'état-major des FARDC basé à Beni.

Dans le territoire de Walikale, des éléments appartenant au groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo-Rénové (NDC-R), poursuivent des exactions contre les populations civiles.

Le 16 avril 2016, des éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi NDC-R, ont investi la localité de Nzanganano, située à 19 kilomètres au Sud-est de Pinga, et tué le chef de cette contrée.

Dans le territoire de Masisi, des combats entre les éléments du groupe Mayi-Mayi NDC-R et ceux des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), perturbent la quiétude des populations civiles et provoquent leur déplacement vers des localités paisibles.

Le 12 avril 2016, cinq (05) civils ont été tués, au cours d'accrochages entre des éléments du NDC-R et ceux des FDLR dans la localité de Masiza, située à 15 kilomètres de Kitchanga.

Ces affrontements ont provoqué le déplacement des populations civiles implantées au village Birihi (32 kilomètres au Nord-ouest de Kitchanga), vers les localités de Mindjendje (22 kilomètres au Nord-ouest de Kitchanga) et de Mpeti (8 kilomètres à l'Est de Pinga).

Les éléments du NDC-R ont également tué pendant la même période, trois (03) individus et pillé des biens de valeur dans la localité de Bihendu, située à 12 kilomètres au Nord-ouest de Kitchanga.

Toutefois, des troupes des FARDC soutenues par des Casques bleus de la Brigade du Nord-Kivu de la Force de la MONUSCO basés dans cette province, poursuivent les activités militaires contre les différents groupes armés actifs dans cette partie du pays, dans le but de les neutraliser et d'assurer une protection efficace des populations civiles.

Au chapitre des redditions dans la province, du 13 avril 2016 à ce jour, trois (03) éléments de groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **un (01) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un (01) de l'Alliance des Patriotes pour une Congo Libre et Souverain (APCLS) et un (01) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo (NDC-R).**

Au Sud-Kivu, les troupes de l'armée congolaise, soutenues par la Force de la MONUSCO, poursuivent la lutte contre les différents groupes armés actifs, en dépit de l'activisme de leurs éléments.

Le 16 avril 2016, des militaires des FARDC, soutenus par des patrouilles d'intervention rapide de la Force de la MONUSCO, promptement déployées dans la région de Kibirizi, située à 4 kilomètres à l'Est de Mutarule, ont engagé des éléments Mayi-Mayi, libéré un (01) individu kidnappé et récupéré des biens pillés.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Tanganyika, la situation sécuritaire est relativement calme.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1348** patrouilles armées, dont **438** nocturnes, et fourni **87** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04